



Ouvrez les frontières !

Bulletin du NPA - Renault SOVAB (Batilly)

10/09/15

Des milliers de réfugiés viennent depuis des mois se cogner aux portes de l'Europe, avec les drames que l'on connaît : naufrages en Méditerranée, morts dans des camions frigorifiques, le petit Aylan de 3 ans, dont le corps a été rejeté par la mer et dont la photo a ému des millions de personnes à travers le monde. Mais au delà de l'émotion légitime suscitée par ces 3000 morts rien que depuis le début de l'année, se pose la question : comment en est on arrivé là ? Qui sont les responsables ? Que peut-on faire ?

Le bal des hypocrites

Dans sa conférence de presse de lundi, Hollande a fait semblant de s'émouvoir du sort des migrants, alors qu'il porte, tout comme les autres dirigeants européens, une lourde responsabilité dans leur dramatique situation. Car ce sont les capitalistes de nos pays, comme Areva ou Total pour ne citer qu'eux, qui pillent depuis des décennies les matières premières des pays d'où arrivent les migrants. Ce sont les Dassault qui vendent des armes aux pires dictateurs, c'est un requin comme Bolloré qui a la mainmise sur toute une partie de l'économie africaine, et ce sont nos armées qui interviennent militairement lorsque la situation paraît menaçante pour les intérêts des capitalistes. C'est ainsi que l'armée française est en guerre au Mali, en Irak, en République centrafricaine, et il est même annoncé qu'elle bombardera la Syrie ! A force de mener des guerres, de tuer des populations civiles, de détruire l'économie de ces pays, nos gouvernements attisent le feu. Et l'annonce de Hollande de faire effectuer des missions de surveillance en Syrie pour lutter contre Daesh, prétendument pour aider les migrants, est une vaste mascarade.

Seule réponse des gouvernements : la répression

Et lorsque des migrants, n'en pouvant plus de cette situation, fuient leur pays, quelle est la réponse de nos dirigeants ? Fermer les frontières, ériger des barbelés, augmenter la répression. Le gouvernement français s'illustre particulièrement en la matière, avec Valls qui fait mener une vie d'enfer aux migrants à Calais, et fait interpeller de

façon tout à fait illégale des migrants en provenance de Vintimille en Italie. Quelle honte ! Mais rien ne peut arrêter des hommes et des femmes fuyant la misère de leurs pays, aucun barbelé, aucun mur.

Il n'y a d'ailleurs que pour les migrants que les barbelés existent, il n'y en a pas pour l'évasion fiscale, pour les capitaux, qui vont partout dans le monde comme bon leur semble, pour saigner les peuples.

Bien sûr que la France et l'Europe peuvent accueillir des migrants !

La Turquie, la Jordanie et le Liban accueillent plus de 3 millions de réfugiés, et l'Europe ne pourrait pas ? On avance le chiffre de 1 million de réfugiés pour 510 millions d'Européens. Cela veut dire accueillir une personne pour 500 habitants, et on ne pourrait pas ? Allons donc ! Les dirigeants politiques jouent sur les peurs des populations dans cette période de crise. Mais c'est un leurre. En 1962, à la fin de la guerre d'Algérie, la France a accueilli, seule, sans problèmes, un million de rapatriés. Et alors ? Aucune catastrophe à la clé. Et là, la France serait prête à accueillir 24 000 personnes sur deux ans, contre 800 000 pour l'Allemagne sur l'année !

Il ne faut pas les laisser nous diviser. Car ces migrants ne menacent aucunement nos emplois ni nos conditions de vie. Ce n'est pas à cause d'eux qu'il y a des licenciements, des fermetures d'usines, le gel des salaires, la remise en cause du code du travail, mais à cause de l'avidité des grands patrons qui en veulent toujours plus, et du gouvernement à leur service qui leur sert la soupe.

Une mobilisation qui commence et qui doit s'amplifier

Ce week-end, des manifestations ont eu lieu dans de nombreuses villes du pays, comme Paris, avec 8500 personnes selon les chiffres de la police, mais aussi Marseille, Rouen, Nantes, Vannes, Arles, Toulouse, Strasbourg, Orléans, ou Bordeaux par exemple. Et le slogan repris partout doit devenir réalité : ouvrez les frontières ! Régularisation de tous les sans-papiers !

SOVAB, MAÎTRE DE L'INTÉRIM !

Le premier employeur privé de Meurthe-et-Moselle joue à fond la carte de la précarité avec près de 800 intérimaires et apprentis. Pourtant, malgré l'excellente santé des actionnaires de Renault, pourquoi devrait-on accepter cette précarité imposée aux travailleurs, qui permet encore une fois au patronat de se servir de nous comme variables d'ajustement ? Le contrat CDI doit être la norme !

CARLOS...EILLE

Il en est un qui n'en a jamais assez : Carlos Ghosn a touché 1,035 milliard de yens chez Nissan durant l'année fiscale 2014, contre 995 millions l'année d'avant. Soit 7,6 millions d'euros, à ajouter aux 7,2 millions empochés chez Renault. Les actionnaires gavés de dividendes lui devaient bien ça.

NON AU TRAVAIL SOUS PAYÉ

A l'usine Smart d'Hambach en Moselle le patron a entrepris d'organiser un référendum des salariés pour passer les horaires à 39 heures et supprimer les RTT. Il promet en échange une augmentation de 120 € et une prime annuelle de 1000 €. Mais le compte n'y est pas : les salariés ont calculé que cela représenterait 7 euros l'heure sup'. La production augmenterait de 12 % mais la paye de 6 % seulement.

Pourtant le groupe Daimler Mercedes propriétaire de l'usine roule sur l'or. Et il faudrait que les salariés acceptent de travailler plus pour gagner moins ? C'est non !

PSA METZ-TRÉMERY : UNE PREMIÈRE BATAILLE GAGNÉE

PSA s'acharne contre Isabelle Kryvenac, médecin du travail sur le pôle regroupant les usines de Metz et Trémery et comptant 4 000 travailleurs/euses. Embauchée le 5 janvier dernier, dès le 16 juin elle a reçu la visite du DRH – en pleine consultation – qui a exigé qu'elle signe une lettre de démission sur-le-champ. Face à son refus, il a réessayé le lendemain. La médecin a alors écrit à la direction du groupe le 20 juin en expliquant que « *le droit du travail est ouvertement bafoué sur les thèmes sensibles ayant trait à la santé et à la sécurité des salariés* ».

Ce que la direction ne supporte pas, c'est qu'un médecin du travail veuille faire son travail, en toute indépendance, en refusant de recevoir des ordres du DRH sur le plan médical.

Heureusement l'inspection du travail a refusé le licenciement du docteur Kryvenac. Signez la

pétition de soutien pour forcer la direction à arrêter la procédure de licenciement et à s'engager à ne pas faire appel de la décision au ministère du Travail : <http://urlz.fr/2bFf>

IL SE GOINFRE

13,7 millions d'euros pour arroser sa démission : Michel Combes l'ex PDG d'Alcatel empoche 1 million de stock-options, 8,2 millions d'actions pour bonne performance, 4,5 millions de prime de non concurrence, auxquels s'ajoute une retraite de 50 000 euros à vie. Pas négligeable pour un jeune retraité de 53 ans qui vient d'être embauché à SFR. Mille ans de Smic pour deux ans passés chez Alcatel. Il avait pourtant juré qu'il ne voulait pas d'indemnisation pour son départ en avril.

Il est vrai qu'il ne pouvait y prétendre car il n'avait pas les trois ans d'ancienneté prévus au règlement. Mais ses amis du conseil d'administration ont changé les règles le 29 juillet pour qu'il parte tout de même avec quelque chose. Il fallait bien récompenser ce pauvre homme de ses bienfaits pour l'entreprise : 10 000 licenciements dont des centaines en France ! Patron voyou droit dans ses bottes en or !

L'ARGENT NE MANQUE PAS

L'économie est en berne nous dit-on, les investissements au plus bas, les augmentations de salaires restent misérables et les embauches nulles. Et pourtant le bilan des grandes entreprises du CAC 40 montre une vie en rose. Leurs bilans pour le premier semestre annoncent une hausse de 29,7 %, soit près de 39 milliards en 6 mois. Ces résultats sont les conséquences de l'aggravation de l'exploitation des salariés et de la dégradation de leurs conditions de travail et de salaire. Exploitation accrue d'un côté, poches plus remplies de l'autre. C'est ce système de vases communicants qu'il faut renverser !

DES MILLIONS DE GRÉVISTES EN INDE

Ils étaient 150 millions d'ouvriers en grève mercredi en Inde pour protester contre la réforme du droit du travail que veut imposer le gouvernement : faciliter les licenciements, réduire les possibilités pour se défendre en rendant plus difficile la création de nouveaux syndicats notamment. Les grévistes réclamaient aussi une hausse du salaire minimum.

On dirait les propositions d'un Macron ! Casser le Code du travail pour soi disant développer l'emploi et l'économie. Mais en Inde, les salariés ne l'entendent pas ainsi, et l'ont montré à leur manière, la seule qui peut payer : la lutte collective.